



Déclaration liminaire CHSCT D Bas-Rhin 7 septembre 2021

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs,

Nous nous retrouvons, mais toujours à travers des écrans interposés et son lot de déconnexions, de coupures réseaux, de paroles incompréhensibles et de dialogues saccadés. La crise sanitaire aura permis certaines avancées en matière de numérique, mais l'ancien monde, celui des réunions en présentiel où le dialogue social s'exprime sans obstacles, manque encore cruellement à cette nouvelle réunion.

Le CHSCT est l'organe par excellence qui place l'agent au centre des discussions. Or, les représentants UNSa Justice / USM ressentent à chaque nouvelle session qu'il est en vérité de moins en moins question de lui et de plus en plus questions de rentabilité engendrant une vague d'abnégation, de désolation et de velléité au départ.

Nous, représentants UNSa Justice / USM, constatons désarmés que notre place est au fil des ans réduite à peau de chagrin ; le CHSCT vivant ses dernières heures et l'administration faisant sombrer prématurément son utilité.

Des travaux, restructurations, déménagements, aménagements et autres réorganisations démarrent, voire se terminent, à l'insu du CHSCT du Bas-Rhin qui doit pourtant être saisi EN AMONT de toute modification susceptible de changer l'environnement des agents. Quand l'administration finira-t-elle par entendre que le CHSCT n'est pas une chambre d'enregistrement ?!

L'UNSa Justice et l'USM vous répètent l'essoufflement croissant des agents au sein des services judiciaires, de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire. Fatigués, usés, au point d'oublier leur choix du service public et de s'oublier eux-même. Cet écoeurement encourage de plus en plus de collègues à s'interroger sur une carrière en dehors du Ministère de la Justice ; certains allant jusqu'à financer des formations refusées par leur hiérarchie et dont l'administration tirera ensuite les fruits sans effort. Le silence des registres ne fait que démontrer la fatalité des collègues qui ne voient en ces réunions de dialogue social qu'une mise en scène vide de sens.

Le temps de la prévention est terminé. Les agents du Ministère de la Justice travaillent de plus en plus dans la fatalité, sans rêve d'évolution, de gratitude, ni de reconnaissance ; sans espoir d'obtenir des conditions de travail agréables, satisfaisantes ou ne serait-ce que convenables. Et

n'allons surtout pas nous comparer à d'autres administrations ou, pire, au secteur privé à qui l'Administration ordonne la mise en oeuvre de politique en matière d'HSCT qu'elle n'oserait même pas s'astreindre à elle-même...

Il est temps que l'administration entende ses agents et les défende si elle ne veut pas se retrouver vidée de sa main d'oeuvre !

Il est important que le CHSCT, même pour le temps qu'il lui reste, reprenne la place que lui intiment les textes et contribue à la protection de la santé physique et mentale des agents du Bas-Rhin, à l'amélioration de leur conditions de travail, pour éviter l'aggravation des problématiques psycho-sociales. Les RPS : résultats psycho-sociaux et non plus risques!

Les représentants UNSa Justice / USM